

**6 avril 2001, Calgary**

**Allocution à l'occasion d'une visite en Alberta**

Je suis très heureux d'être de retour à Calgary. Certains ont dit que je devrais venir ici parler de l'Ouest. Comme si l'Ouest était une entité homogène. Comme s'il n'y avait aucune différence entre Saskatoon et Surrey. Entre Estevan et Edmonton. Ou entre Weyburn et Winnipeg. Ce n'est évidemment pas le cas. L'Ouest est une région diverse. Les opinions politiques varient dans les différentes parties de l'Ouest canadien. La situation économique n'est pas la même partout dans les provinces de l'Ouest.

Ce qui est vrai, par contre – ce qui est incontestable – c'est que l'exemple et l'influence des Canadiens de l'Ouest ont été indispensables à l'immense succès du Canada. Songez à nos artistes et à nos auteurs, tels W.O. Mitchell et Emily Carr. Songez à l'influence de J.S. Woodsworth, de Winnipeg, sur l'élaboration de la politique sociale. Songez à nos régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation, dont la Saskatchewan a été l'architecte. Mercredi, j'ai demandé à Roy Romanow de diriger une commission sur l'avenir de l'assurance-maladie. Une commission dont le bureau central sera en Saskatchewan.

Songez à la Colombie-Britannique, la fenêtre du Canada sur le Pacifique. Avec sa population asiatique dynamique. Songez aux politiques avant-gardistes de Peter Lougheed. Constatant la nécessité de diversifier l'économie de l'Alberta, il a créé le Fonds du patrimoine de l'Alberta, qui aide à financer des établissements de recherche de niveau mondial, en vue de bâtir la nouvelle économie ici même en Alberta par l'entremise du ministère de l'Innovation et des Sciences, du Alberta Science and Research Fund, de la Heritage Foundation for Medical Research et de la Heritage Foundation for Science, Engineering and Research.

Notre gouvernement fait de même, à l'échelle nationale, en mettant l'accent sur l'innovation, la recherche et le développement. Ainsi, nous avons créé les Chaires de recherche du Canada. L'idée venait de Martha Piper, anciennement vice-présidente de l'Université de l'Alberta et aujourd'hui présidente de l'Université de la Colombie-Britannique. Nous avons mis sur pied la Fondation canadienne pour l'innovation. Son président est David Strangway de Vancouver, autrefois président de l'Université de la Colombie-Britannique. Et nous avons créé les Instituts de recherche en santé du Canada, à la suite d'une proposition de Henry Friesen, de Winnipeg, ancien président du Conseil de recherches médicales du Canada.

Comme nous, mon ami et partenaire le premier ministre Ralph Klein investit considérablement dans la recherche en santé, en science et en génie. Aujourd'hui, les Albertains récoltent les fruits de ces investissements judicieux. En effet, Calgary n'est pas seulement la capitale pétrolière du Canada. Elle se classe au deuxième rang des villes canadiennes pour le nombre de sièges sociaux d'entreprise qui s'y trouvent. Et elle est devenue un pôle d'attraction pour les emplois et les investissements de la nouvelle économie, de même qu'un centre de haute technologie comme il s'en développe de plus en plus dans toutes les régions du pays.

Je préfère parler d'avenir que des vieux griefs. Nous reconnaissons tous que toutes les régions du Canada ont certains griefs historiques. Je suis en politique depuis longtemps, mais même moi je n'étais pas là pour débattre avec sir John A. Macdonald de politique

douanière. Ni pour débattre avec sir Wilfrid Laurier du contrôle des ressources naturelles en Saskatchewan et en Alberta. Et bien que j'aie eu de nombreux emplois dans ma vie, je n'ai jamais travaillé pour le Canadien Pacifique.

En ce qui me concerne, je laisse les historiens et les politicologues débattre des vieux griefs. Pour ceux, en politique et en affaires qui voudraient passer leur temps à débattre du passé, j'aimerais citer Winston Churchill qui a dit : « Si le présent tente de juger le passé, il perdra l'avenir. » Je suis venu vous parler de l'avenir. Vous parlez de faire cause commune avec les Canadiens de l'Ouest. De faire du début du 21<sup>e</sup> siècle la plus grande période de prospérité et d'essor que notre pays ait jamais connue. Depuis 1993, année où nous avons été élus tous les deux pour la première fois, le premier ministre Klein et moi avons bien travaillé ensemble – en tant que partenaires, et non en adversaires.

Nos deux gouvernements ont équilibré leurs budgets. Nous avons tous les deux réduit considérablement l'impôt sur le revenu des particuliers. L'impôt sur les gains en capital au Canada est maintenant moins élevé qu'aux États-Unis. Les sociétés seront bientôt moins imposées chez nous qu'aux États-Unis. Et tant le gouvernement fédéral que le gouvernement de l'Alberta ont réduit la dette publique. Par conséquent, l'économie canadienne est en très bonne position pour affronter l'incertitude économique que provoque le ralentissement aux États-Unis.

Le leadership et l'influence de Ralph Klein ont été des facteurs extrêmement positifs dans les négociations fédérales-provinciales. L'accord unanime sur le Plan d'action en matière de santé que nous avons conclu l'automne dernier n'aurait pas été possible sans son appui. Et son gouvernement a réalisé des travaux importants dans l'élaboration d'indicateurs valables du rendement des services de santé. Il a contribué ainsi à préparer le terrain pour que nous puissions donner suite à l'engagement que tous les gouvernements ont pris dans cet accord de mieux rendre compte de l'utilisation des fonds consacrés à la santé.

Étant résolument déterminé à favoriser un avenir plus prospère, notre gouvernement continuera de suivre des politiques favorables à un secteur énergétique dynamique. Un secteur énergétique solide est non seulement une pierre d'assise de l'économie de l'Alberta, mais aussi un facteur absolument essentiel pour la prospérité canadienne. En l'an 2000, les investissements de capitaux de l'industrie ont totalisé 21 000 000 000 \$. Cette année, le montant pourrait atteindre 25 000 000 000 \$. L'industrie compte aussi pour près de la moitié de l'excédent commercial du Canada.

L'exploration de nouvelles sources d'énergie se poursuit dans toutes les régions du pays. Des carburants classiques aux sables bitumineux. Du pétrole lourd et de la récupération assistée en Saskatchewan au gaz naturel en Colombie-Britannique. Du potentiel hydroélectrique du Labrador et du Manitoba aux ressources pétrolières et gazières de l'Atlantique et au gaz de l'Extrême-Arctique. Et à la prochaine génération de carburants que met au point un secteur de l'énergie innovateur.

Nous possédons un potentiel et des possibilités inouïs. Les États-Unis ont besoin de notre énergie. La première fois que j'ai rencontré le Président Bush, j'ai soulevé les grands dossiers qui préoccupent tout particulièrement l'Ouest du Canada : l'agriculture, le bois-d'œuvre et, bien sûr, l'énergie. Dans une conversation téléphonique ultérieure avec le vice-président

Cheney, j'ai évoqué l'immense potentiel de notre secteur de l'énergie. Et le Président Bush a mentionné expressément la semaine dernière que le gaz naturel de nos Territoires du Nord-Ouest représentait une importante source d'approvisionnement pour les États-Unis.

J'ai mis sur pied un comité ministériel sur l'énergie, présidé par John Manley, et auquel participent Ralph Goodale et Anne McLellan, deux Canadiens de l'Ouest qui président nos deux principaux comités du Cabinet : celui de la politique économique et celui de la politique sociale. Le comité de l'énergie coordonnera les mesures qu'il faudra prendre au niveau fédéral en vue de pouvoir saisir toutes les opportunités qui s'offrent au Canada.

Nous exportons déjà plus de pétrole et de produits pétroliers vers les États-Unis que l'Arabie saoudite. Sans parler des sables bitumineux. Je suis fier d'avoir eu un rôle à jouer, avec Peter Lougheed, dans l'Accord de Winnipeg de 1975 qui a permis à Syncrude d'amorcer une période de développement phénoménal en Alberta. Nous devons en parler davantage.

Quand j'étais à Washington il y a quelques semaines, peu des gens que j'ai rencontrés étaient très au courant des sables bitumineux. Ils ne savaient pas que d'ici 2005, la production des sables bitumineux devrait dépasser celle du versant nord de l'Alaska, ni que d'ici 2010, elle devrait dépasser la production actuelle totale du Nigéria. Le potentiel est énorme. Et il faudra investir massivement pour le réaliser. Or, les investissements nécessaires sont en train de se faire, ou sont prévus. Quelque 4 000 000 000 \$ par année ont été investis depuis 1996. Si le climat était propice à ces investissements, c'est grâce aux interventions convaincantes d'Anne McLellan et de nombreuses autres personnes ici présentes. Nous avons travaillé avec vous à l'établissement d'un régime financier qui a permis l'annonce d'investissements de 50 000 000 000 \$ au cours des dix prochaines années. Nous allons continuer de collaborer avec vous au maintien d'un climat d'investissement positif.

Nous possédons aussi de vastes réserves de gaz naturel. Nous devons mettre en valeur les ressources canadiennes de gaz naturel dans les Territoires du Nord-Ouest et le delta du Mackenzie. Et transporter ce gaz vers le Sud sans tarder, afin de satisfaire à la demande du marché. Le gouvernement du Canada veillera à mettre en place les régimes de réglementation appropriés de manière à faciliter le plus rapidement possible le transport du gaz canadien et américain vers les marchés du Sud.

Je suis persuadé que nous saurons faire fructifier la relation canado-américaine dans le domaine de l'énergie, dans l'intérêt des consommateurs comme des producteurs. Et que nous y arriverons sans sacrifier pour autant les besoins en énergie du Canada ni sa souveraineté. Je voudrais aborder trois autres points avant de terminer. Premièrement, l'approche de notre gouvernement à l'égard de tous ces projets énergétiques sera assujettie à un engagement inébranlable envers la concurrence du marché et une réglementation juste.

Deuxièmement, il importe de maintenir des normes élevées en matière de protection de l'environnement et de les faire respecter. Il ne faut absolument pas niveler par le bas. Nous devons remplir notre engagement d'assurer le développement durable de nos ressources naturelles. D'ailleurs, le Canada considère la préservation d'un environnement sain non seulement comme un défi, mais aussi comme une avenue de développement économique. Elle nous permet en effet de faire fructifier notre savoir-faire attesté en développement

énergétique, dans le domaine des énergies renouvelables et de remplacement ainsi qu'en matière d'économie d'énergie.

Troisièmement, à force de parler de développement économique, de profits et d'investissements, nous avons trop tendance à oublier ceux qui sont laissés pour compte. Dans l'ensemble, l'Ouest du Canada, et l'Alberta en particulier, réussissent peut-être très bien sur le plan économique. Mais pas les Autochtones. Or, ils forment une composante grandissante de la population active de l'Ouest canadien. Je crois que le succès de notre pays sera jugé, en partie, par la mesure dans laquelle nous veillons tous – gouvernements et entreprises – à ce que les Autochtones puissent participer pleinement à la vie de notre société.

La semaine dernière à Toronto, Eric Newell, président de Syncrude, a prononcé un discours marquant sur le devoir des milieux d'affaires, et de l'industrie de l'énergie, d'offrir de vraies possibilités d'emploi aux Autochtones. Je le félicite pour le leadership avec lequel il fait une place aux Autochtones au sein de son équipe. Je vous engage, ici en Alberta, ailleurs dans l'Ouest et en fait partout au pays, à prendre son message et son exemple à cœur.

Mesdames et Messieurs, je tiens à remercier l'Association canadienne des producteurs pétroliers de m'avoir donné cette occasion de vous adresser la parole. Vous êtes nombreux à savoir que je parle souvent de mes nombreuses attaches familiales en Alberta. L'accueil chaleureux et la vie agréable que des membres de ma parenté ont connu ici ont toujours été pour moi un symbole très personnel des vastes horizons et des possibilités infinies qu'offre cette région.

C'est pourquoi je ne suis pas venu ici aujourd'hui pour ressasser de vieux griefs, mais pour parler de possibilités d'avenir et de nouveaux partenariats. En même temps, quand je songe au sort de mon parti ici dans l'Ouest, je me rappelle que Laurier a été le dernier libéral à remporter une majorité des sièges en Alberta. Et qu'il y a plus d'un demi-siècle depuis que notre parti a remporté la majorité des sièges dans l'Ouest du Canada.

Je comprends la tradition populiste qui consiste à voter pour des partis comme les Fermiers unis, les progressistes, la CCF, le Crédit social et le Parti réformiste. Je sais que ces partis sont au cœur de la culture politique des quatre provinces de l'Ouest. Le défi est donc considérable pour mon parti. D'après mon expérience, devant un grand défi, un plan directeur ne saurait remplacer des efforts acharnés. Toutes les belles paroles au monde ne sauraient remplacer des mesures concrètes. Je considère que notre gouvernement a pris des mesures concrètes depuis 1993. Mais nous pouvons en faire davantage. Et nous allons en faire davantage.

Ce sont des efforts acharnés et des mesures concrètes, dans un esprit de respect, d'écoute, de dialogue honnête et de partenariat, qu'à titre de premier ministre du Canada, j'offre aux Albertains et à tous les Canadiens de l'Ouest, pour les années à venir. Retroussons-nous les manches, et mettons-nous au travail ensemble.